



Extrait du Faire Vivre le PCF !

<http://lepcf.fr/Ni-lunettes-blanches-sur-Octobre-1917-ni-Livres-noirs-anticommunistes-a>

Ni lunettes "blanches" sur Octobre 1917, ni "Livres noirs" anticommunistes à répétition !

- Comprendre... - Histoire -



Date de mise en ligne : vendredi 10 mars 2017

Copyright © Faire Vivre le PCF ! - Tous droits réservés

Et si l'on débattait enfin de manière sereine à propos d'Octobre 1917 et de ses suites ?

Un appel d'historiens, d'intellectuels et de militants du mouvement ouvrier pour ce 8 mars 2017, centième anniversaire du début de la Révolution russe.

A l'approche du 100ème anniversaire du 7 novembre 1917, tout se passe comme s'il s'agissait surtout, pour certains milieux politico-médiatiques cautionnés par certains universitaires, d'en présenter une version grossièrement manichéenne, teintée d'acharnement anticommuniste, anti-bolchevik et antisoviétique.

Appel lancé par Annie Lacroix-Riz, professeur émérite d'histoire contemporaine à Paris-VII, par Georges Gastaud, philosophe, fils de Résistant et par Jean Salem, philosophe, professeur à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne.

Non seulement Octobre n'aurait été qu'un « putsch » bolchévique interrompant l'aimable cours démocratique initié par la Révolution russe de février, non seulement les bolcheviks n'auraient joué aucun rôle important en février 1917, non seulement l'immense soulèvement prolétarien et paysan qui prépara, ponctua et suivit le 7 novembre 1917 n'aurait pas comporté de caractère authentiquement démocratique, populaire et socialiste, non seulement ses suites se seraient révélées tout uniment catastrophiques pour la Russie et pour l'humanité, mais tout ce processus se serait déroulé - de même que la construction ultérieure de l'URSS - dans un contexte purement russe et chimiquement pur, quasi exempt d'interventions impérialistes furieuses, de défense sanglante et exacerbée de leurs privilèges par les classes dépossédées, d'écrasement brutal de la révolution ouvrière en Allemagne, puis de montée du fascisme, du nazisme, du franquisme et des militarismes, du Japon impérial à l'Europe occidentale (Hongrie, Italie, Espagne...).

Les signataires du présent texte sont atterrés de voir des professionnels du champ historique se fondre dans l'air vicié de notre époque anticommuniste, « postmoderne » et anti-progressiste en abondant, sans scrupules méthodologiques excessifs, le dossier hyperboliquement à charge de l'Octobre russe. Ceux-là même qui évoquent avec commisération la trop « naïve » historiographie d'hier et qui dénoncent les « partis-pris » propres à la conjoncture politique qui suivit Stalingrad, le 8 mai 1945* et l'émergence d'un puissant parti communiste en France, ne s'interrogent pas une seconde sur la configuration politique actuelle dans lequel ils déploient leur réflexion « historique » soi-disant critique : *offensive néolibérale mondiale, annexion à l'orbe euro-atlantique des ex-pays socialistes, domination de Berlin sur la « construction européenne », poussée du FN et droitisation de la société française, casse des conquêtes sociales du CNR liées à l'action des ministres communistes de 1945-47, résurgence d'Empires capitalistes rivalisant pour l'hégémonie mondiale, poussée hexagonale, européenne, voire mondiale de diverses variétés d'extrémisme de droite et d'intégrisme religieux, dégradation du rapport des forces planétaire entre le Travail et le Capital, diabolisation de la Fédération de Russie, que l'OTAN presse sur ses frontières de Vilnius à Kiev, multiplication des guerres néocoloniales travesties en « droit d'ingérence humanitaire » (Afrique, Proche-Orient), criminalisation des activités communistes dans les ex-pays socialistes (Pologne, Tchéquie, Bulgarie...), négationnisme caractérisé des autorités japonaises à propos des génocides commis en Corée ou en Chine, quand ce n'est pas l'adoubement pur et simple de groupes néonazis qui prolifèrent dans le sillage des pouvoirs fascistes appuyés par l'UE et par l'OTAN (Ukraine, Hongrie, ex-Républiques soviétiques de la Baltique)...*

Cette tentative pseudo-historique de « kärchériser » Octobre 1917 dans la mémoire collective prend objectivement place dans un paysage historiographique dominé par la réaction :

- ▶ complaisance accrue envers la colonisation française (cf les « aspects positifs de la colonisation » - sic - que les

milieux sarkozystes prétendent inscrire dans les programmes scolaires),

- ▶ dénigrement de la Révolution française, notamment de sa phase jacobine et robespierriste,
- ▶ tendances à réhabiliter Vichy et à déprécier la Résistance patriotique (notamment en niant le rôle éminent qu'y jouèrent les communistes),
- ▶ rapport dévoyé à l'histoire nationale qui, tantôt dévalue la construction multiséculaire de l'État-Nation au profit d'une historiographie euro-politiquement correcte, tantôt prétend ressusciter un « roman national » expurgé des affrontements de classes et de l'apport des communistes au Front populaire, à la Résistance, aux réformes progressistes de la Libération, au refus des guerres coloniales, à la défense des libertés, de la paix, de la souveraineté nationale, de l'égalité hommes-femmes et du progrès social,
- ▶ amalgame odieux perpétré par les programmes et les manuels scolaires, sous le nom de « montée des totalitarismes », entre le Troisième Reich et la patrie de Stalingrad [1].

Bref tout se passe comme si certains milieux qui accaparent l'édition, les médias et une bonne partie de l'Université, étaient moins soucieux d'éclairer sous un angle dialectique, dynamique et éventuellement contradictoire, les Dix Jours qui ébranlèrent le monde (comment donc un simple « putsch » bolchevik aurait-il pu mobiliser des millions de prolétaires et de paysans, balayer les armées blanches soutenues par dix-huit corps expéditionnaires étrangers, susciter une extraordinaire floraison culturelle, soulever l'enthousiasme du mouvement ouvrier et des peuples dominés, vaincre l' « invincible » Wehrmacht puis, durant sept décennies, mettre au coeur de la problématique géopolitique mondiale la contradiction socialisme/capitalisme, la décolonisation et l'égalité hommes-femmes ?) que de faire rétrospectivement la leçon aux peuples, et surtout, à la jeunesse, pour les détourner à jamais des luttes ouvrières et révolutionnaires...

En noircissant à plaisir Octobre 1917, ses causes, son déroulement et ses suites, ne cherche-t-on pas aussi à rosir ou à blanchir au maximum le terrible bilan de la restauration mondiale du capitalisme qui, sous le nom de « mondialisation libérale », a résulté de la liquidation de l'expérience multiforme issue de la Révolution bolchévique ? Pourtant, les enquêtes d'opinion attestent que, expérience successivement faite des deux systèmes sociaux antagoniques, les peuples de l'ex-camp socialiste, et plus fortement encore ceux de l'ex-URSS, continuent d'honorer Lénine et tout ce qu'a permis la construction d'une société alternative en fait d'acquis sociaux, de paix civile, de droit au travail, d'accès aux soins et à l'éducation, de respect des minorités, de développement des langues et des cultures nationales, d'essor scientifique, etc. De vrais démocrates ne se doivent-ils pas d'écouter la parole des peuples au lieu de l'écraser sous le vocable méprisant d' « Ostalgie » ? Est-il donc si gênant que les peuples qui ont successivement testé les deux systèmes sociaux, et qui n'ont pas oublié pour autant les blocages du « socialisme réel » dans les années 70/80, affirment désormais, après avoir tâté de la restauration capitaliste, de l' « intégration européenne » supranationale et néolibérale, de la déstabilisation sanglante de pays entiers (Yougoslavie, Ukraine...), de la montée des extrémistes de droite, de la pression militaire exercée par l'OTAN aux frontières de la Russie, que le socialisme était sans doute meilleur, défauts compris, que l'explosion des mafias et des inégalités qui lui a succédé sous l'appellation fort discutable de « démocratie libérale » ?

C'est pourquoi, bien que les signataires de ce texte n'aient pas nécessairement tous la même approche de l'histoire russo-soviétique, ils mettent un point d'honneur à dire avec force que la Révolution d'Octobre 1917 doit *cesser d'être uniquement lue à travers les lunettes « blanches », « thermidoriennes », contre-révolutionnaires, voire carrément fascisantes* de celles et de ceux qui étudient moins le mouvement communiste, les luttes des classes dominées et les révolutions populaires - y compris de plus en plus souvent la Révolution française et la Commune de Paris - qu'ils ne les combattent passionnellement, sans même avoir l'honnêteté intellectuelle d'afficher leur orientation partisane.

Il ne s'agit nullement pour nous d'exiger une hagiographie de la Révolution russe mais de permettre aux jeunes générations d'aborder l'étude du passé dialectiquement, d'en mesurer la complexité à partir des dynamiques de classes et des rapports de forces internationaux réels de l'époque, en prenant en compte tous leurs aspects ; et surtout, il faut mener cette étude sans oeillères anticommunistes, sans préjugé antisoviétique et in fine, sans position de principe contre-révolutionnaire.

Ni lunettes "blanches" sur Octobre 1917, ni "Livres noirs" anticommunistes à répétition !

Contre ceux qui tentent déjà de préempter la prochaine commémoration d'Octobre 1917 sur la base d'un préjugé antibolchevique affiché, rouvrons le débat contradictoire, revenons aux faits et procédons à leur re-contextualisation. En un mot, évitons de faire de ce 100ème anniversaire d'Octobre une forme de revanche posthume pour les « Blancs » et pour tous ceux qui, à notre époque, rêvent d'un monde définitivement acquis au capitalisme, à l'intégration euro-atlantique, à la régression sociale, aux guerres impérialistes et à la fascisation politique.

Les premiers signataires :

Marie-Claude Berge, professeur d'histoire ; Gwenaël Bidault, syndicaliste CGT (Sécurité sociale, 22) ; Jean-Pierre Bilski, professeur d'histoire (34) ; Pierre Boismenu, psychanalyste et philosophe ; Danièle Bleitrach, sociologue (13) ; Christiane Combe, professeur de SVT retraité (19) ; Jean-Pierre Combe, ingénieur polytechnicien (19) ; René Coucke, psychanalyste (59) ; Jean-François Dejours, professeur de philosophie, syndicaliste (59) ; Jean-Marc del Percio, docteur en sciences politiques, ancien chargé d'enseignement à l'IEP de Lyon ; Aurélien Djament, mathématicien au CNRS, syndicaliste (44) ; Bruno Drweski, maître de Conférences HDR, Membre de l'ARAC ; Henriette Dubois, « Nelly » dans la Résistance, ancien agent de liaison des FTP de la zone Sud, chevalier de la Légion d'honneur ; Marianne Dunlop, professeur agrégé de russe ; Jean-Michel Faure, professeur émérite de sociologie, titulaire d'un doctorat 3ème cycle à l'EHSS sur l'Agriculture Russe ; Vincent Flament, militant de la solidarité internationale, 59 ; Joëlle Fontaine, professeur d'histoire retraitée ; Benoît Foucambert, professeur d'histoire, syndicaliste (81) ; Marc-Olivier Gavois, professeur d'histoire ; Jean-Christophe Grellety, professeur de philosophie (33) ; Jean-Pierre Guelfucci, militant syndical, fils de Résistant ; Gilda Guibert, professeur agrégé d'histoire (78) ; Jean-Pierre Hemmen, directeur de la revue théorique Etincelles, fils de Jean Hemmen, Fusillé de la Résistance, ancien militant de l'Internationale communiste et des Brigades internationales d'Espagne (80) ; Gisèle Jamet, professeur d'histoire ; Edmond Janssen, éditeur (75) ; Jean-Pierre Kahane, mathématicien ; François Kaldor, avocat honoraire ; Fadi Kassem, diplômé de Sciences po. Paris, professeur agrégé d'histoire (78) ; Jacques Kmiecik, journaliste (62) ; Léon Landini, ancien officier FTP-MOI, grand Mutilé de Guerre, Officier de la Légion d'honneur, Médaille de la Résistance, décoré par l'Union soviétique (92) ; Guy Laval, psychiatre (75) ; Ivan Lavallée, universitaire et chercheur en informatique ; Yves Letourneur, poète, philosophe ; Thérèse Lévené, enseignante-chercheuse en sciences de l'éducation, université de Lille 1, vice-présidente du CNU 70, syndiquée au Snesup ; Olivier Long, universitaire et peintre ; Antoine Manassis, fils de Résistants, historien ; Annette Mateu-Casado, anc. documentaliste, fille de combattants antifascistes espagnols ; Aymeric Monville, éditeur de livres de philosophie et d'histoire (92) ; Dominique Mutel, agrégé d'anglais (62) ; Jean-Michel Pascal, ingénieur d'études (75) ; Anna Persichini, syndicaliste CGT (Métallurgie - 06) ; Guy Poussy, conseiller honoraire du Val-de-Marne ; Pierre Pranchère, ancien maquisard FTPF de Corrèze (dite la « Petite Russie »), ancien député ; Christophe Pouzat, neurobiologiste (94) ; Benoît Quenedey, historien (75) ; Marie-Noël Rio, écrivain (Allemagne) ; Hervé Sczepaniak, professeur de lettres ; Jean-Pierre Sienkiewicz, agrégé de physique, syndicaliste (24) ; Stéphane Sirot, historien du syndicalisme (59) ; Romain Telliez, historien. Université de Paris-Sorbonne ; André Tosel, professeur émérite de philosophie à l'Université de Nice ; Yves Vargas, philosophe, fils de Résistant ; Maxime Vivas, écrivain et journaliste.

S'associent à cet appel-pétition à l'international : Barbara Flamand, écrivain, Bruxelles ; Domenico Losurdo, philosophe et historien, professeur émérite à l'Université d'Urbino (Italie) ; Anita Prestes, professeur à l'Université fédérale de Rio de Janeiro ; Miguel Urbano Rodrigues, anc. député portugais au Conseil de l'Europe, anc. militant antifasciste et anticolonialiste, historien du mouvement communiste

[1] Rappelons qu'en 1966, lors de sa visite d'État à Moscou, le général De Gaulle a loyalement rappelé le rôle majeur et central que la « Russie soviétique » a joué dans la libération de notre pays...